



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **02 JUIN 2017**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

**ARRETE PREFECTORAL mettant en demeure la société EU-REC  
ENVIRONNEMENT, située 140, route de Saint Bonnet à SAINT PIERRE DE  
CHANDIEU de respecter les prescriptions de son arrêté d'autorisation du 9 mai 2016**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du département du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU** le code de l'environnement, notamment l'article L171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 mai 2016 régissant le fonctionnement des activités de la société EU.REC ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 140, route de Saint-Bonnet à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU ;
- VU** le rapport du 19 avril 2017 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** le courrier adressé à l'exploitant le 19 avril 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement, et la réponse par mail de l'exploitant en date du 6 mai 2017 ;

**CONSIDERANT** qu'une visite sur les lieux le 13 avril 2017 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société EU.REC ENVIRONNEMENT ne respecte pas les dispositions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2016 pré-cité : :

- le point 4.2.4.2 « Isolement avec les milieux » : l'exploitant n'a pas mis en place le dispositif opérationnel de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre,
- le point 4.3.0 « Valeurs limites d'émission des eaux pluviales » : la société n'a pas réalisé les analyses et prélèvements des eaux pluviales demandés selon une périodicité semestrielle,
- le point 7.1.5. « Contrôle des accès » : le site n'est pas placé sous alarme en dehors des heures d'exploitation,

- le point 7.2.4 « moyens de lutte contre l'incendie » : l'exploitant n'a pas installé un système d'alarme relatif à l'incendie,
- le point 1-3 : le site n'est pas aménagé conformément à ce qui avait été prévu dans le dossier d'autorisation, notamment l'exploitant n'a pas créé l'îlot de stockage prévu ni l'espace vert derrière la réserve d'eau.

**CONSIDERANT**, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

**CONSIDERANT** dans ces conditions qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires pour se conformer aux prescriptions des points 1-3, 4.2.4.2, 4.3.0, 7.1.5 et 7.2.4 pré-cités de son arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2016 ;

**CONSIDERANT**, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société EU.REC ENVIRONNEMENT, 140, route de Saint-Bonnet à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, est mise en demeure, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2016 sus-visé :

### **Pour le 30 octobre 2017 :**

- de mettre en place de façon opérationnelle le dispositif de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ces eaux et écoulements soient récupérés ou traités pour prévenir toute pollution des sols, des égouts des cours d'eau ou du milieu naturel, (point 4.2.4.2 « Isolement avec les milieux » de l'article 4.2 « Collecte des effluents ») ;

### **Sous un délai de deux mois :**

- d'aménager et exploiter les installations et leurs annexe conformément aux plans et données techniques contenus dans son dossier d'autorisation (point 1.3) ;

### **Sous un délai de trois mois :**

- de faire réaliser un prélèvement et une analyse des eaux pluviales (point 4.3.10 « Valeurs limites d'émission des eaux pluviales » de l'article 4-3) ;

### **Sous un délai quatre mois :**

- de placer le site sous alarme par l'installation de détecteurs d'intrusion (4ème alinéa du point 7.1.5 « Contrôle des accès » du titre VII « Prévention des risques technologiques »)
- d'installer un système d'alarme relatif à l'incendie (point 7.2.4 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'article 7.2 « du titre VII « Prévention des risques technologiques »)

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU,
- à l'exploitant.

**02 JUIN 2017**

Lyon, le

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Sous-Préfète, chargée de mission  
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID